

56381



NATIONS UNIES

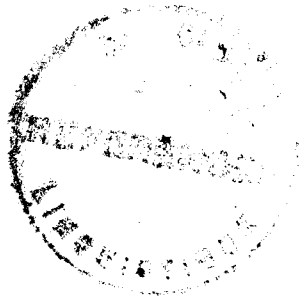
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

*Réunion d'experts sur le suivi de la
quatrième Conférence mondiale sur les femmes*

Addis-Abeba (Ethiopie)

1er et 2 mars 1996



Distr.: GENERALE

**E/ECA/ACW/EM/FFWCW/96/4
3 mars 1996**

Original: FRANCAIS/ANGLAIS

RAPPORT DE LA REUNION D'EXPERTS

1. La réunion d'experts sur le suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes s'est tenue au siège de la CEA à Addis-Abeba (Ethiopie) les 1er et 3 mars 1996. Elle a été organisée par la CEA en collaboration avec le PNUD et avec l'appui financier du Bureau pour l'Afrique de l'Est de l'Institut régional de coordination (RFFI). Etaient présents à la réunion les experts provenant de tous les secteurs d'activités. La liste des participants est ci-jointe en annexe I.

A. Allocution d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

2. La réunion a été officiellement ouverte par M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif de la CEA a souhaité la bienvenue aux participantes à la réunion d'experts sur le suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Il a rendu hommage au bureau pour avoir traduit dans la réalité les déclarations et engagements formulés à Dakar et à Beijing. Il a réaffirmé la nécessité d'harmoniser les programmes et activités aux niveaux national, sous-régional et régional et de partager les responsabilités en ce qui concerne la mise en oeuvre.

3. Le Secrétaire exécutif a fait observer que le Programme d'action mondial et la Plate-forme d'action africaine prévoyaient tous deux une série de mesures qui devraient déboucher sur des changements fondamentaux au niveau des rôles politique, social et économique des femmes. A cet égard, des mesures immédiates et concertées étaient requises de même que des programmes réalistes et concrets relatifs à des questions concernant les femmes, qui prendraient en considération les conditions sociales, économiques et financières prévalant dans les pays africains.

4. Il a noté que la responsabilité pour la mise en oeuvre incombait d'abord aux gouvernements mais également, dans une moindre mesure, à un large éventail d'institutions dans les secteurs public, privé et non gouvernemental. Il a en outre noté que la mise en oeuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action régionale devait s'appuyer sur la transparence et l'existence de liens plus étroits entre réseaux et organisations ainsi qu'un échange opportun et libre de l'information entre toutes les parties concernées. Il était par conséquent nécessaire pour les gouvernements de mettre en place des mécanismes nationaux efficaces ou d'améliorer ceux qui existaient, de définir des objectifs et des buts clairs

et de créer des dispositifs en matière de responsabilité. Il fallait en outre que les gouvernements fassent preuve d'engagement politique en donnant la priorité aux programmes privilégiant les questions concernant les femmes et en fournissant les ressources financières et humaines nécessaires. L'orateur a par ailleurs souligné la nécessité de rationaliser les questions "de genre" aux niveaux national, régional et international.

5. S'agissant du rôle de la CEA dans le processus de mise en oeuvre, le Secrétaire exécutif a informé la réunion des objectifs stratégiques de la CEA, dans lesquels "le genre" était considéré comme question prioritaire et identifié comme programme multidimensionnel qui bénéficierait d'un rang de priorité approprié dans tous les programmes de fond et stratégies de la CEA. La réunion a en outre été informée que la pauvreté était un domaine de préoccupation dans les programmes de la CEA et le fait que le rôle des femmes était de plus en plus reconnu dans la lutte contre ce phénomène représentait une raison impérieuse d'agir.

6. En conclusion, le Secrétaire exécutif a remercié le PNUD d'avoir collaboré avec la CEA pour l'organisation de la réunion et a exhorté les experts à fournir des conseils à la CEA quant à la meilleure manière d'aider les Etats membres. Il a souhaité plein succès à la réunion dans ses travaux.

B. Election du bureau (point 2 de l'ordre du jour)

7. Les experts ont élu le bureau suivant :

Présidente :	Mme Netumbo Ndatiwah
Premier Rapporteur :	Mme Elizabeth Kharono
Deuxième Rapporteur :	Mme Khardiata Lo'Ndiaye

Mme Gertrude Mongella a été invitée à aider la Présidente dans la conduite des débats.

La réunion a adopté les heures de travail ci-après :

<u>Matin</u> :	9 heures - 13 heures
----------------	----------------------

Après-midi : 15 heures - 19 heures

8. La Présidente a remercié les experts pour leur confiance et le Rapporteur pour avoir dirigé les débats. Elle a également remercié le Secrétaire exécutif d'avoir pris le temps de procéder à un échange de vues avec les experts.

C. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail (point 3 de l'ordre du jour)

9. La réunion a adopté l'ordre du jour tel quel sans modification:

1. Déclaration introductive.
2. Election du bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail.
4. Présentation et discussion du document de travail "Projet de cadre pour la mise en oeuvre des Plates-formes d'action
 - i) Sensibilisation et élaboration des stratégies
 - ii) Directives concernant les plans d'action nationaux pour la mise en oeuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine, notamment les domaines prioritaires, les objectifs et les délais d'exécution;
 - iii) Priorités et stratégies pour la mobilisation des ressources;
 - iv) Etablissement de mécanismes de coordination et meilleure façon d'aborder les principaux domaines de préoccupation;
 - v) Mécanismes pour le contrôle et l'évaluation des activités par le Comité régional de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC);
 - vi) Réunions de suivi de la Conférence de Beijing;

5. Questions diverses.
6. Adoption du projet de cadre de mise en oeuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine.
7. Clôture de la réunion.

Présentation du document de travail et débat général

10. Le document de travail sur "Un cadre pour la mise en oeuvre des Plate-formes d'action mondiale et régionale en Afrique" a été présenté par le Chef du Centre africain pour la femme. Elle a remercié la présidente et souhaité la bienvenue à la réunion.

11. Elle a rappelé que durant la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing (Chine) en septembre 1995, le Programme d'action mondial adopté à la Conférence avait recensé 12 domaines essentiels de préoccupation. En Afrique, la Conférence préparatoire régionale avait elle recensé 11 domaines essentiels de préoccupation dans la Plate-forme africaine d'action : Position commune africaine pour la promotion des femmes. Ces 11 domaines de préoccupation essentiels de la région africaine ont par la suite été incorporés dans le Programme d'action mondial adopté à Beijing. Ainsi les éléments les plus importants de la Plate-forme d'action africaine figurent pour l'essentiel dans le Programme d'action mondial. Cependant, il est important que l'Afrique ne perde pas de vue la Plate-forme d'action africaine car elle est propre à la région et elle traite des préoccupations des femmes et des questions relatives aux disparités entre les hommes et les femmes dans la région. Par ailleurs à Beijing, plusieurs délégations africaines ont pris des engagements précis en ce qui concerne la mise en oeuvre aussi bien du Programme mondial d'action que de la Plate-forme africaine. Le document de travail fournit par conséquent un cadre pour actualiser ces engagements.

12. Le document exposait les facteurs déterminants pour la stratégie de mise en oeuvre et les éléments de la stratégie. Il soulignait aussi la nécessité de fixer des priorités en ce qui concerne les actions à entreprendre et proposait qu'il était plus rentable, si l'on pense au temps et aux ressources, d'identifier des groupes de priorités en se fondant sur des domaines

de préoccupation essentiels non sectoriels et sur la nécessité d'avoir un impact plus grand sur les femmes africaines. Comme préalable fondamental à la stratégie de mise en oeuvre et les projets, il fallait bien comprendre le contenu tant du programme d'action mondial que de la Plate-forme d'action africaine. A cet égard, les activités de sensibilisation et de diffusion revêtaient une importance capitale. Le rôle des experts était de proposer et d'élaborer un cadre réaliste ainsi que les approches les plus appropriées pour l'examen des domaines de préoccupation essentiels.

13. Au cours du débat général et de l'échange de vues sur le document de travail, les participants ont souligné plusieurs aspects et préalables en ce qui concerne la stratégie de mise en oeuvre :

- a) L'élaboration de la stratégie de mise en oeuvre doit être spécifique et tournée vers l'action. Les problèmes et les mesures nécessaires pour les résoudre ont été clairement identifiés tant dans le Programme d'action mondial que dans la Plate-forme d'action africaine. Ce qu'il fallait, c'était dépasser ce stade et donner des orientations sur les moyens de les mettre en oeuvre et de les actualiser;
- b) La réunion d'experts et du bureau se tenait à un moment très indiqué où la CEA redéfinissait sa vision et son orientation stratégiques;
- c) Les experts ont convenu de mettre l'accent sur ce que la CEA et l'OUA peuvent faire pour impulser et accélérer la mise en oeuvre et le processus de suivi du programme d'action mondial et de la Plate-forme africaine d'action;
- d) Il a été en outre souligné qu'il n'y avait qu'un petit nombre de personnes qui avaient entendu parler du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine. Des activités énergiques de sensibilisation étaient par conséquent nécessaires aux niveaux national, sous-régional et régional;
- e) Il a été souligné qu'au cours du suivi des indicateurs seraient nécessaires pour évaluer le succès ou l'échec.

Présentation du document de travail: Projet de cadre de mise en oeuvre des Plates-formes d'action (point 4 de l'ordre du jour)

14. Abordant ce point, les experts ont discuté du concept de sensibilisation, du contenu des programmes de sensibilisation, des modalités et des méthodologies qui pourraient être adoptées.

15. Les experts se sont interrogés sur l'approche "sensibilisation" telle qu'elle avait été conduite au cours de ces 20 dernières années et qui a consisté davantage en une transmission unilatérale d'informations, de savoir et de modèles sans véritable dialogue. D'autres ont mis en garde contre le risque que les maigres ressources disponibles soient utilisées exclusivement pour la sensibilisation, alors que les femmes attendent des actions de la Plate-forme.

16. Tenant compte de ces préoccupations, les experts ont convenu que dans le contexte de la réunion, le terme "sensibilisation" serait défini comme étant un moyen d'informer et conscientiser les diverses catégories d'audience autour des Plates-formes d'action mondiale et régionale en vue de les engager dans la mise en oeuvre de ces Plates-formes.

17. Ils ont convenu que la sensibilisation aux Plates-formes était toujours nécessaire pour susciter l'adhésion la plus large à ces documents, et qu'elle devrait dans tous les cas, aller de pair avec l'action concrète. Les méthodologies à mettre en oeuvre pour ce faire devraient tenir compte des différentes cibles. Par exemple, le dialogue politique devrait être la méthode privilégiée avec les décideurs et, lobbying avec les parlementaires. Avec les leaders des communautés, les chefs religieux etc., le dialogue et l'information mutuelle sont plus efficaces que la confrontation.

18. Les experts ont recommandé ce qui suit :

Au niveau national

a) La sensibilisation aux Plates-formes doit permettre d'informer mais, surtout, d'instaurer un dialogue politique sur la place et le rôle que chaque société est prête à accepter pour les hommes et les femmes. A cet égard, les Plate-formes globales et régionales devaient servir d'instrument pour ce dialogue.

i) Les différentes cibles doivent être clairement identifiées et les méthodologies appropriées utilisées pour chaque catégorie de cible: décideurs, parlementaires, leaders d'opinion, chefs religieux, jeunes, autorités locales, etc..

ii) La sensibilisation doit être un processus continu particulièrement auprès des décideurs et planificateurs qui doivent être familiarisés avec les questions de "genre".

iii) Des indicateurs de mesure de l'impact des programmes de sensibilisation devraient être développés.

iv) Le mécanisme national de promotion de la femme doit assurer une coordination efficace des activités de sensibilisation. Toutefois, les départements sectoriels doivent être responsabilisés dans la sensibilisation de leurs propres agents et de leurs groupes cibles.

v) Les ONG, les artistes, les professionnels des médias, les chefs religieux et traditionnels devraient également être impliqués dans la sensibilisation.

b) Au niveau régional

i) Les experts ont insisté sur le rôle de la CEA et de l'OUA quant à la nécessité de mener des activités de sensibilisation au sein de leurs propres institutions et de leurs instances dirigeantes. A cet effet, le Sommet des chefs d'Etat de l'OUA et de la CEA ainsi que leurs organes subsidiaires respectifs devraient être systématiquement informés des progrès réalisés dans la mise en oeuvre de la Plate-forme en incorporant la question du genre

à l'ordre du jour de leurs réunions. En outre, la CEA devrait préparer pour le prochain Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA une brochure de 3 à 4 pages sur la Plate-forme régionale et veiller à ce qu'elle soit présentée aux prochaines assises de l'OUA.

ii) La CEA devrait mettre en place une banque de données sur les expériences des Etats membres et diffuser les informations recueillies afin qu'on puisse être informé des succès et le cas au besoin de s'en inspirer. Les experts ont en outre souligné la nécessité d'utiliser dès à présent toutes les ressources, les structures et les canaux de communication existants pour la sensibilisation.

iii) Des personnalités éminentes devraient être impliquées dans le processus et de suivi du Programme d'Action mondial et de la Plate-forme Africaine. A cet égard, Mme Mongella pourrait en sa qualité de Secrétaire générale de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, apporter une contribution déterminante de la mise en oeuvre et le suivi des décisions des conférences régionale et mondiale.

iv) Le Bureau de la Conférence régionale africaine devrait jouer le rôle de premier plan dans toutes les activités de plaidoyer pour la Plate-forme africaine, aux niveaux régional et international en étroite collaboration avec l'OUA et la CEA.

A cet égard, les membres du Bureau devraient faire partie de leurs délégations nationales à toutes les réunions de l'OUA au Sommet pour faire le "lobbying" nécessaire auprès des instances politiques de l'OUA. Aussi pour le prochain Sommet de l'OUA, la réunion a recommandé que le Bureau entreprenne les démarches nécessaires auprès du Président du pays hôte et du Secrétariat de cette organisation pour examiner les moyens d'obtenir l'engagement des chefs d'Etat dans la mise en oeuvre de la Plate-forme.

Propositions de directives concernant les plans d'action nationaux

[point 5 i) de l'ordre du jour]

19. Les experts ont réaffirmé l'importance pour tous les Etats membres d'élaborer des plans d'action qui se fondent sur la plate-forme d'action et qui tiennent compte des paramètres et priorités de développement ainsi que de la situation politique et socio-économique du pays

concerné. Il a été noté que certains pays étaient en train d'élaborer leurs plans nationaux reposant sur une approche participative dans laquelle les communautés locales, les ministères concernés, les ONG, le secteur privé et les partenaires du développement étaient parties prenantes. D'autres pays n'ont pas encore atteint ce stade. Les experts ont estimé que des directives étaient nécessaires pour faciliter le processus consistant à faire en sorte que les dispositions de la Plate-forme débouchent sur des résultats concrets.

20. A la suite du débat sur cette question, les participants ont proposé que les plans d'action nationaux pour la mise en oeuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine reposent sur les directives suivantes :

- a) Les plans nationaux doivent refléter les priorités nationales dans le cadre d'un processus consultatif auquel participera l'ensemble des acteurs, y compris la société civile et les partenaires financiers, qui seront ainsi encouragés à participer à la mise en oeuvre de ces plans;
- b) Les plans nationaux doivent avoir un caractère multisectoriel et préciser les objectifs spécifiques à atteindre, les indicateurs de progrès ainsi que les délais de réalisation. Ces plans doivent également prendre en considération les besoins immédiats et stratégiques des femmes, tout comme ils doivent être intégrés dans le processus de planification du développement national et sectoriel;
- c) La responsabilité de l'élaboration du plan national devait être clairement définie. Un organe multidisciplinaire devrait être mis pied pour veiller à ce que les secteurs de la société, dans leur ensemble, y contribuent. Il assurera la coordination générale pour le suivi de la mise en oeuvre du plan;
- d) La mise en oeuvre sera assurée par les différents ministères concernés et non pas seulement par le mécanisme national chargé des femmes. Les ministères sectoriels devront être sensibilisés à l'importance du Programme d'action et de la Plate-forme d'action de manière à mettre en oeuvre les actions relevant de leur domaine de compétence;

e) Il est nécessaire d'établir et de créer un mécanisme efficace de contrôle et d'évaluation périodiques des progrès enregistrés par le mécanisme national chargé des femmes, les ministères et départements sectoriels et les ONG. Il devrait aussi élaborer des données détaillées selon les sexes;

f) La stratégie de mise en oeuvre du plan d'action national doit faire prédominer les spécificités féminines dans l'ensemble des secteurs des programmes nationaux. Une analyse des plans actuels devra être entreprise de manière à tenir compte des spécificités féminines. Il y a également lieu de mobiliser le secteur privé dans la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action;

g) Les mécanismes nationaux et les ONG doivent examiner les cadres juridiques nationaux afin de lever les contradictions et assurer la conformité avec le Programme d'action et la Plate-forme d'action;

h) Il est plus stratégique d'élaborer, au niveau régional, un programme politique comportant des objectifs spécifiques que les gouvernements africains devront atteindre dans des délais fixés; par exemple "l'approvisionnement en eau en l'an 2000";

i) Il est nécessaire de délimiter clairement les responsabilités des différents acteurs dans la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation du Programme d'action et de la Plate-forme d'action;

j) Des efforts particuliers doivent être déployés pour renforcer la capacité d'analyse en matière de genre pour les planificateurs des ministères sectoriels, les mécanismes nationaux et les ONG chargés de la mise en oeuvre;

k) Dans la planification de leurs actions, les ministères concernés doivent intégrer les éléments du Programme d'action et de la Plate-forme d'action qui concernent leur domaine d'activité et prévoir dans leurs budgets les ressources nécessaires à la mise en oeuvre de ces activités;

l) Rôle des mécanismes nationaux : Dans la mise en oeuvre des plans d'action, les mécanismes nationaux devraient jouer un rôle de suivi important. Pour ce faire, ils devront être sensiblement renforcés sur le plan humain, technique et financier.

m) Rôle de la CEA : Le Centre africain pour la femme devra fournir des informations sur les mesures mises en oeuvre par les gouvernements, des directives sur les méthodes d'action dans différents domaines, des renseignements sur les expériences des autres pays ainsi que toute autre information pertinente sur la mise en oeuvre de la Plate-forme africaine d'action et du Programme d'action mondial. La CEA dans son ensemble devrait s'engager à mettre en oeuvre la Plate-forme d'action.

Priorités et stratégies de mobilisation des ressources (point 5ii) de l'ordre du jour)

22. La mobilisation des ressources au titre des dotations budgétaires nationales et des concours des divers partenaires constitue un facteur important du succès dans la mise en oeuvre des Plate-formes d'action. De l'avis des experts, il faut situer cette question dans le contexte de l'endettement de l'Afrique, de la crise économique et financière et de la raréfaction des ressources qui peuvent affecter la mise en oeuvre des Plate-formes d'Action.

23. La réunion a reconnu que bien que cette question soit d'une actualité brûlante, beaucoup de femmes africaines n'ont pas les informations nécessaires sur la nature, les mécanismes et les enjeux de la dette et des politiques d'ajustement structurel ainsi que leurs implications sur leurs propres situations.

24. Les experts ont estimé ce constat préoccupant si l'on sait que l'Afrique a mis au premier rang de ses priorités, la lutte contre la pauvreté et sa féminisation.

25. A ce sujet, les experts ont insisté sur la nécessité de favoriser une meilleure compréhension par les femmes des questions de la dette et de l'ajustement du point de vue de leurs incidences sur la mise en oeuvre des Plates-formes d'Action.

26. Au regard de cette situation, les experts ont recommandé ce qui suit :

a) Au niveau national

i) Les mécanismes nationaux, les ONG de même que les organisations de femme devraient mieux s'informer et s'impliquer dans les négociations de financement au niveau national et international (Conférences budgétaires, tables rondes avec les bailleurs, commissions mixtes etc...).

ii) De nouveaux cadres de consultation entre les différents acteurs (gouvernementaux, non gouvernementaux) devraient être instaurés pour éviter la compétition dans la recherche des financements;

iii) Les sources nouvelles de financement (secteur privé, impôt sur l'armement, taxe sur l'environnement) devraient être identifiées et être judicieusement exploitées. De même, une action vigoureuse devrait être menée pour réduire les gaspillages de ressources (réunions multiples, mauvaise gestion des biens publics etc...) et réorienter ces ressources vers les dépenses opérationnelles.

iv) Le concours des femmes parlementaires doit être recherché à toutes les étapes allant de la préparation jusqu'à l'approbation des budgets, en vue de s'assurer que les mécanismes de promotion de la femme bénéficient de ressources adéquates et que les départements sectoriels prennent en charge les besoins et préoccupations des femmes.

b) Au niveau régional

i) La CEA devrait mandater en place un groupe d'experts multidisciplinaires chargé de produire un rapport clair et accessible sur le problème de la dette, les programmes d'ajustement structurel et leurs incidences sur les femmes. Ce rapport traitera aussi de la nature et la faisabilité des mesures d'allégement qui sont déjà envisagées, telles que l'annulation, la réduction, la conversion de la dette, en se référant aux expériences déjà tentées par l'UNICEF. Le rapport de ce groupe pourrait être présenté à la réunion Post-Beijing de Kampala.

ii) Les gouvernements devraient analyser la situation de leur dette de manière à permettre des échanges de vue sur la question au cours de la réunion de Kampala.

iii) La CEA devrait créer un cadre d'échanges qui permette de construire un discours des femmes sur l'économie et le développement qui reflète leur vision à long terme de la société. Ce serait un espace de réflexion et de propositions sur les enjeux du développement dans le contexte de la mondialisation de l'économie.

iv) La CEA devrait intervenir de façon plus agressive auprès des institutions internationales pour la mobilisation des ressources. A cet égard, elle devrait faire le lobbying auprès des institutions telles que le FMI, la Banque mondiale pour que leurs programmes servent d'outils de mise en oeuvre effective des Plates-formes d'action.

v) L'OUA, la CEA et la BAD ainsi que les institutions sous-régionales de même nature devraient élaborer dans les meilleurs délais un plaidoyer pour des réformes économiques qui profitent réellement à l'Afrique.

Propositions pour l'établissement de mécanismes de coordination [point 5iii) de l'ordre du jour]

26. Pour la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action, le renforcement et une utilisation efficace des mécanismes institutionnels à l'appui des programmes de promotion de la femme s'avèrent cruciaux. La réunion a proposé les directives suivantes visant à souligner la nécessité de tels mécanismes et ce qu'il faudrait faire pour les rendre plus efficaces dans la réalisation des objectifs de la Plate-forme d'action.

A. Niveau national

a) Coordination

- i) Renforcer les mécanismes nationaux là où il en existe et en créer là où il n'en existe pas, afin de les amener à jouer un rôle de coordination dans la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action;
- ii) Les mécanismes nationaux devraient jouer un rôle de sensibilisation, notamment en matière d'allocations budgétaires pour la mise en oeuvre de la Plate-forme ainsi que de formulation, d'examen et d'analyse des politiques;
- iii) Les mécanismes nationaux devraient occuper une position susceptible de leur donner la capacité et le poids politique nécessaires pour influencer sur les politiques et programmes.
- iv) Renforcer les structures de coordination des ONG là où elles existent et les mettre sur pied là où elles n'existent pas, pour leur permettre de jouer un rôle efficace dans la mise en oeuvre des plate-formes d'action.

b) Suivi et évaluation

- i) Chaque ministère sectoriel devrait disposer de son propre mécanisme de suivi et d'évaluation des actions touchant son secteur;
- ii) Les mécanismes nationaux pour les femmes ne devraient pas à eux seuls assumer la responsabilité de la mise en oeuvre de la plate-forme; ils devraient coordonner cette mise en oeuvre;
- iii) Un mécanisme de contrôle et d'évaluation, qui soit multisectoriel et englobe les ONG, devrait être mis sur pied pour suivre la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action.

B. Mécanismes sous-régionaux

a) Outre le renforcement des mécanismes régionaux, il faudrait créer des mécanismes sous-régionaux pour la coordination, le suivi et l'évaluation ou renforcer ceux qui existent. Il faudrait promouvoir la création de mécanismes sous-régionaux de coordination de la base vers le sommet là où il n'en existe pas;

b) Il faudrait identifier des ONG assez fortes et leur confier la responsabilité de suivre et d'évaluer la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action en ce qui concerne des questions spécifiques (AMENDEMENT HELEN A INSERER);

c) A l'instar de la SADC, d'autres organisations sous-régionales telles que le COMESA, la CEDEAO devraient jouer un rôle dans la mise en oeuvre, le contrôle et l'évaluation du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine. En outre l'OUA...

C. Niveau régional

a) Coordination : la CEA et l'OUA devraient jouer un rôle important de catalyseur et de coordination dans la mise en oeuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine. De plus l'OUA devrait donner l'impulsion politique nécessaire à la mise en oeuvre de la plate-forme.

b) Suivi et évaluation

- i) Le Centre africain pour la femme de la CEA devrait être renforcé, sur le plan des ressources techniques, humaines et financières;
- ii) L'Unité des femmes de l'OUA devrait être renforcée et placée à un niveau propre à la rendre efficace et opérationnelle;
- iii) La CEA devrait centraliser des informations sur les engagements des gouvernements et demander des rapports sur les mesures qu'ils ont prises jusqu'ici et sur l'état de mise en oeuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine;
- iv) La CEA devrait mettre au point une base de données concernant l'ensemble des activités, proposer des modèles de plan d'action et partager cette information avec les pays;
- v) La CEA devrait examiner les engagements pris dans la Plate-forme d'action par les donateurs et d'autres institutions auxquels elle rappellera la nécessité de les honorer;

Mécanismes de suivi et activités d'évaluation du Comité régional africain de coordination (CRAC) [point 5iv) de l'ordre du jour]

27. Le CRAC qui est le Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement, existe depuis 1979. Il comprend 15 Etats membres, chacune des cinq sous-régions de la CEA étant représentée par trois membres. En dépit de ses possibilités, ce mécanisme régional a vu son efficacité compromise par le manque de

ressources, l'absence de continuité dans la représentation des Etats membres et le fait que les principes de responsabilité ne s'appliquent pas au Comité.

28. La réunion a eu une discussion approfondie sur le CRAC, le rôle qu'il a joué dans le passé et le rôle qu'il pourrait jouer dans la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action. Il a généralement été fait observer que bien que le CRAC soit chargé de suivre la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine, cet organe n'était pas visible ni engagé et n'a obtenu que de résultats. La réunion a par conséquent recommandé ce qui suit :

- a) Que le rôle, la composition, les responsabilités du CRAC en tant qu'organe régional chargé de coordonner, de suivre, d'évaluer et de rendre compte des activités, soient examinés d'urgence de façon à déterminer son efficacité dans la mise en oeuvre de la Plate-forme;
- b) Qu'au niveau sous-régional, le rôle des MULPOC soit également examiné dans le cadre des recommandations susmentionnées;
- c) Que compte tenu du fait que le CRAC doit être renouvelé dans sa composition, la CEA procède d'urgence à l'élection des nouveaux membres et redynamise le CRAC;
- d) Que par dessus-tout la CEA renforce le Centre africain pour la femme, à titre prioritaire, pour permettre au Centre d'avoir une communication directe avec tous les pays. Ceci exigera que le Centre dispose d'experts de compétences variées qui seraient accessibles aux Etats membres.

Propositions pour les réunions post-Béijing (point 5 v) de l'ordre du jour)

29. Les participants sont convenus à l'unanimité de l'importance des réunions post-Beijing qui doivent être encouragées et soutenues par toutes les parties concernées. Ils ont cependant estimé qu'il y avait trop de chevauchements, notamment en ce qui concerne les objectifs et les thèmes de ces réunions. A cet égard, les participants ont fermement recommandé la création

d'un mécanisme de coordination pour les réunions post-Beijing associant la CEA, l'OUA et le Bureau.

30. Ce mécanisme doit faciliter la coordination et la conjonction des initiatives de convocation de réunions aux niveaux sous-régional et régional. Ces informations doivent faire l'objet d'une synthèse sous forme de calendrier et être portée à la connaissance des Etats membres, des organisations intergouvernementales, des institutions régionales, des organisations non gouvernementales et des institutions spécialisées des Nations Unies. En outre, ce mécanisme aura aussi la charge de donner des avis et des indications sur les possibilités de collaboration en vue de tenir des réunions conjointes, notamment lorsque les objectifs de ces réunions se rejoignent et quand leur objet est identique. La réunion a été informée des réunions/activités prévues :

a) Une conférence régionale post-Beijing doit être organisée conjointement par l'Uganda et l'OAU en septembre 1996 à Kampala. Cette conférence est préparée en collaboration avec l'OUA, la CEA, le PNUD, la Banque mondiale, d'autres agences des Nations Unies et des ONG. Cette réunion devra mettre l'accent sur "l'autonomisation des femmes par l'alphabétisation et l'éducation des filles";

b) Il a été indiqué que le Gouvernement du Ghana prépare une autre réunion régionale post-Beijing. Le thème de cette conférence porte sur: "Femmes africaines relevant le défi de l'équité, de l'égalité, de la paix et du développement. Cette réunion mettra l'accent sur les plans de mise en oeuvre des Plates-formes d'action africaine et mondiale. Des discussions sur cette réunion ont eu lieu entre le PNUD et la CEA au Burkina-Faso;

c) Une réunion de groupe d'experts de la CEA en juin 1996 sur la participation des femmes au processus de paix. Cette réunion était organisée comme suivi à la réunion de Kampala sur la paix et devrait se tenir en Afrique du Sud ou à Addis-Abeba;

d) Au Rwanda, une réunion sur le thème "Paix, genre et développement est prévue en octobre 1996.

e) Une réunion post-Beijing des pays d'Afrique de l'Est sur les mécanismes nationaux et sous-régionaux de coordination, de supervision et d'évaluation du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine est également prévue en juin 1996.

36. Les participantes ont noté que les deux réunions prévues en Ouganda et au Ghana étaient toutes deux des réunions régionales post-Beijing. La réunion en Ouganda est déjà approuvée par le Conseil des ministres de l'OUA et les préparatifs sont bien avancés. Il a été observé qu'il serait plus rationnel que la réunion de Kampala, qui a déjà mobilisé des ressources, élargisse son ordre du jour afin d'examiner l'état d'avancement de la mise en oeuvre du Programme d'action mondial et de la Plate-forme d'action africaine, un an après la Conférence de Beijing et deux ans après la cinquième conférence régionale. La décision concernant les deux conférences régionales a cependant été laissée à la discrétion du bureau qui devrait statuer en outre du niveau de participation, du thème et de la date.

31. Les recommandations additionnelles concernant ce point de l'ordre du jour portaient notamment sur la nécessité d'informer les ONG et de les associer à toutes les réunions post-Beijing et ce, à toutes les phases.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

32. Modification apportée à la Constitution au Zimbabwe

Il s'agit d'une modification concernant le mariage entre zimbabwéens et leurs conjoints étrangers. Cette modification est discriminatoire à l'égard des femmes zimbabwéennes qui épousent des non zimbabwéens. Après discussion, les experts ont décidé ce qui suit :

- i) Les ONG devraient, par le canal de leurs réseaux, envoyer des messages de solidarité aux femmes zimbabwéennes;
- ii) Cette question sera examinée par la réunion du Bureau en vue de déterminer ce qui peut être fait au niveau ministériel;
- iii) Un mécanisme régional devrait être mis en place pour empêcher que de telles situations ne se produisent dans les pays africains.

Cas d'une ONG locale zimbabwéenne fermée par le Gouvernement pour mauvaise gestion.

L'ONG a depuis lors porté l'affaire devant les tribunaux. La réunion du Groupe d'experts a estimé que puisque l'affaire était devant les tribunaux, il valait mieux attendre que la justice se prononce.

Paix en Afrique

La réunion a proposé que la prochaine réunion de Kampala apporte un appui au mouvement pour la paix dans la zone des Grands Lacs.

Un message de l'UNIFEM relatif à l'initiative concernant les femmes africaines dans les situations de conflits a été lu. La réunion a noté la nécessité de coordonner les initiatives en matière de paix prises par les ONG, les gouvernements et autres en Afrique.

La réunion a été informée de l'initiative du Groupe de femmes éminentes en matière de paix, résultat d'un séminaire récent post-Beijing, tenu à Entebbe (Ouganda).

Il a été recommandé de faire appel au mécanisme de prévention et de règlement des conflits de l'OUA plutôt qu'à la Cour Internationale de justice.

La représentante du PNUD a annoncé que des cassettes vidéo sur la formation aux questions du "genre" étaient disponibles dans les bureaux de son Organisation.

Communication

Les participantes ont souligné la nécessité de mettre au point des modèles africains en matière de communication, qui portent sur les échanges entre collectivités, le commerce, l'allègement des restrictions concernant l'octroi des visas.